

2° Les services d'autopartage mentionnés à l'article L. 1231-14 du code des transports, à condition que les véhicules mis à disposition soient des véhicules à faibles émissions au sens du III de l'article [L. 224-7 du code de l'environnement](#).

R. 3261-13-2

Décret n°2020-541 du 9 mai 2020 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque l'employeur assure la prise en charge de tout ou partie des frais mentionnés à l'article [L. 3261-3-1](#), il en fait bénéficiaire, selon les mêmes modalités, l'ensemble des salariés de l'entreprise remplissant les conditions prévues à l'article [L. 3261-3-1](#).

La prise en charge prend la forme d'une allocation forfaitaire dénommée " forfait mobilités durables ". Cette allocation est versée sous réserve de son utilisation effective conformément à son objet. Elle est réputée utilisée conformément à son objet si l'employeur recueille auprès du salarié, pour chaque année civile, un justificatif de paiement ou une attestation sur l'honneur relatifs à l'utilisation effective d'un ou plusieurs des moyens de déplacement mentionnés à l'article [L. 3261-3-1](#).

Sous-section 3 : Titre-mobilité

R. 3261-13-3

Décret n°2021-1663 du 16 décembre 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sont affichées directement sur les équipements terminaux, au sens du 10° de l'article L. 32 du code des postes et des communications électroniques, utilisés par le salarié et l'entreprise agréée sur le fondement de l'article L. 3261-7 pour un paiement à l'aide d'un titre-mobilité, les mentions suivantes :

- 1° Le nom et l'adresse de l'émetteur du titre ;
- 2° Le nom du salarié.

L'émetteur assure à chaque salarié, directement sur l'équipement terminal appartenant à celui-ci, par voie téléphonique ou, à sa demande, par message textuel, l'accès permanent et gratuit au solde de son compte personnel de titre-mobilité. Le dispositif indique, le cas échéant, le montant qui n'est plus susceptible d'être utilisé que dans un délai de moins d'un mois.

R. 3261-13-4

Décret n°2021-1663 du 16 décembre 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La durée de validité des titres-mobilité, qui est fixée par l'émetteur, s'étend au moins jusqu'au dernier jour de l'année civile au cours de laquelle ils ont été émis.

R. 3261-13-5

Décret n°2021-1663 du 16 décembre 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-L'agrément prévu à l'article [L. 3261-7](#) est délivré par le ministre en charge des transports aux entreprises justifiant fournir ou commercialiser des biens ou services mentionnés aux articles L. 3261-3 et [L. 3261-3-1](#).

Il est notamment délivré aux entreprises qui justifient fournir un ou plusieurs des services suivants :

- 1° Vente de cycles et cycles à pédalage assisté ;
- 2° Vente de détail d'équipements pour cycles et cycles à pédalage assisté ;
- 3° Entretien et réparation de cycles et cycles à pédalage assisté ;
- 4° Vente de titres permettant l'accès à un stationnement sécurisé pour cycles ;
- 5° Assurance pour cycles et cycles à pédalage assisté ;
- 6° Location, quelle qu'en soit la durée, et mise à disposition en libre-service de cycles, cycles à pédalage assisté, engins de déplacement personnels, cyclomoteurs et motocyclettes ;
- 7° Vente d'engins de déplacement personnels motorisés ;
- 8° Services de covoiturage ;
- 9° Location de véhicules électriques, hybrides rechargeables ou hydrogène en libre-service et accessibles sur la voie publique ;
- 10° Vente de titres de transport en commun ;